

les pressions qui s'exercent sur l'approvisionnement mondial de pétrole, de sorte qu'il en reste plus pour les autres pays.

L'intensification des efforts d'économie, tout en étant absolument nécessaire, ne suffira cependant pas à résoudre le problème de l'approvisionnement, non plus que les problèmes liés à l'incidence, sur nos économies nationales, des prix des formes d'énergie classiques. Je songe en particulier ici au niveau d'endettement des pays du Tiers Monde au poste des importations de pétrole. Dans de nombreux pays, ces problèmes sont aggravés par l'absence de stratégies énergétiques d'ensemble et par le manque d'information au sujet des ressources réelles et potentielles, des habitudes de consommation, et de l'effet des prix et de l'approvisionnement sur les décisions d'ordre économique.

Le besoin d'accroître la production intérieure d'énergie force beaucoup de pays de l'hémisphère Nord et de l'hémisphère Sud à engager des capitaux énormes dans des projets qui n'atteindront pas leur vitesse de croisière avant de nombreuses années.

Dans ce contexte, la recherche de moyens de mettre en valeur des sources d'énergie nouvelles et renouvelables prend un caractère d'urgence contraignant. Dans ce contexte aussi, la présente conférence revêt une importance capitale pour le monde. C'est pourquoi je veux vous donner ici un aperçu des initiatives d'ordre national et international que le Canada a prises dans le domaine de l'énergie.

Le Programme énergétique national

Tout d'abord, le gouvernement canadien met actuellement en oeuvre un " Programme énergétique national " qui vise, tant dans l'intérêt du Canada que dans celui des autres pays, à réduire à néant nos besoins nets d'importation de pétrole d'ici à 1990. Nous continuerons d'être, bien entendu, un exportateur net d'énergie sous ses autres formes, soit gaz, charbon, uranium et électricité. Nous avons aussi examiné très sérieusement nos politiques de développement international dans le dessein d'orienter une plus grande part de nos efforts vers la satisfaction des besoins énergétiques des pays en développement.

Nous nous sommes engagés à porter notre aide publique au développement à 0,5 p. 100 de notre produit national brut d'ici à 1985, et à nous efforcer de la hausser à 0,7 p. 100 d'ici à 1990, d'où notre décision de concentrer nos efforts dans trois secteurs prioritaires, à savoir : l'énergie, l'agriculture et le développement des ressources humaines.

Le volet énergétique de notre aide bilatérale a toujours été de près de 25 p. 100 ; or ce pourcentage est parmi les plus élevés chez les pays donateurs. Comme je l'ai dit, cette aide augmentera au cours des cinq prochaines années, et, pendant cette période, le Canada consacrera plus de un milliard de dollars à des projets de développement liés à l'énergie.

Contraste des sources d'énergie

Le Canada veut en outre appuyer les buts précis de la présente conférence et ce pour de très bonnes raisons. Quelque 90 p. 100 de l'énergie produite dans le monde industrialisé proviennent de ressources non renouvelables : charbon, pétrole, gaz naturel, uranium. Par contraste, les pays en développement tirent moins de 50 p. 100 de leur énergie de ces sources, ces 50 p. 100 étant surtout utilisés dans les régions industrielles